

Que faire des faux débats d'après "émeutes"?

Author : Greg Pascon

Date : 22 novembre 2017

Évidemment, le climat n'a pas commencé subitement à se détériorer la semaine passée. Il n'a pas fallu que le Maroc se qualifie pour la coupe du monde en Russie, que Vargasss92 débarque à Bruxelles et que ces deux évènements entraînent ce que des commentateurs plus autorisés qu'avisés décident de qualifier "d'émeutes" pour qu'on se rende compte que le ciel ne cesse de s'obscurcir. Au contraire, si, suite aux incidents récemment survenus dans la capitale, on a eu droit à un pareil cirque médiatico-politique, c'est bien parce que ça fait belle lurette que ça ne sent vraiment pas bon, qu'un peu partout, ça recommence à puer le délire sécuritaire, l'autoritarisme policier revendiqué, le racisme décomplexé et la violence répressive.



Ici et maintenant, savoir quand cette mauvaise passe a commencé, ça n'importe peut-être pas beaucoup. Après tout, puisqu'il s'agit de se sortir de la fosse sceptique dans laquelle on s'enfonce visiblement chaque jour un peu plus, savoir comment on y a atterri, ça ne pourra pas énormément nous aider (on pourra toujours faire notre enquête après). Enfin, si un peu, quand même, ça pourrait servir à ne pas espérer recevoir de l'aide de la part de celles et ceux qui ont contribué à nous foutre dans la merde. Et d'ailleurs, puisqu'on en parle, parmi ceux-là, on doit reconnaître qu'il est toujours plus compliqué, notamment au vu des derniers récits composés à

partir des "émeutes", de ne pas inclure les principaux médias belges francophones.

Il faut dire que cette manie de vouloir se construire comme des médias de référence, de penser l'actualité en toute neutralité, quand l'extrême droite arrive démocratiquement au pouvoir, elle vous conduit rapidement dans l'impasse. Attention, on veut pas dire ici qu'avant la prise de pouvoir de la NV-A, il n'y aurait rien eu à dire sur la presse francophone, au contraire : depuis l'entrée au gouvernement de gars comme Jambon et Francken, on comprend bien comment cette histoire de neutralité journalistique, ça n'a jamais été qu'une mascarade. Il faut bien décider de donner ou non la parole à certaines personnes, il faut bien composer les récits médiatique d'une certaine manière, il faut bien choisir d'utiliser certains termes, certains concepts. Informer, raconter ou commenter l'actualité, c'est forcément faire des choix, c'est forcément adopter un point de vue et donc quand certaines positions sont inconciliables, c'est prendre parti.

Par exemple, décider d'utiliser le terme "émeutes" pour désigner les incidents qui se sont produit récemment à Bruxelles, ça n'a rien de neutre, c'est vraiment un choix. Si on s'adresse au congrès des anarchistes insurrectionnels, ce choix aura sans doute des effets positifs sur l'audience mais si on s'adresse à un public qui est stressé par des angoisses sécuritaires et qui est gouverné par un ministre de l'intérieur favorable aux solutions les plus répressives, les effets seront forcément moches à voir, à lire et à entendre.

Il y a une sorte d'urgence, à ralentir au moment de prendre la décision de nommer certains faits parce qu'il est nécessaire de ne pas continuer à nourrir certaines peurs. Ne pas le faire, c'est risquer de contribuer à produire des dégâts considérables sur des cerveaux déjà bien angoissés. Et, si les responsables des principales rédactions francophones ignorent l'importance des dégâts dont on parle ici, il leur suffira de demander un rapport à leur *community manager*, qui lisent les flots de commentaire haineux, intolérants et favorables à des solutions vraiment flippantes, qui suivent les articles ayant pour sujet les incidents survenus dans la capitale pour se faire une idée de la situation.

On pourrait encore continuer longtemps à faire de la critique des médias. On pourrait s'attarder à démonter ce récit médiatique qui raconte ce qui c'est passé à la Bourse après la victoire du Maroc en occultant d'emblée toute interrogation sur la légitimité de l'action policière alors qu'elle a été immédiatement remise en question par certains témoignages ([ici](#) ou encore [ici](#)). Mais comme on l'a déjà dit il y a quelques années, "[arrêtons de faire la critique des médias, créons des médias!](#)", essayons de comprendre dans quelle mauvaise tragédie on est coincés et comment on peut en sortir.

Cette histoire "d'émeutes" bruxelloises en série, c'est ce que les gouvernements réac-autoritaires et les populistes de droite reconnaissent comme une opportunité - la possibilité d'imposer des mesures fortes, avec le soutien d'une population savamment apeurée. [Naomi Klein a montré comment les mesures les plus dégueulasses et les plus anti-démocratiques peuvent être imposées à des gens en état de choc](#). Elle affirme d'ailleurs que le néo-libéralisme s'est imposé partout en appliquant cette stratégie. Il suffit de voir le coup réussi par le pouvoir réformateur/autoritaire ¹ à l'occasion de la crise des dettes publiques qui a suivi celle des subprimes pour se convaincre que ces gens sont doués pour saisir les opportunités qu'offre le

[momentum.](#)

Et donc, là, aucun doute, il y a un *momentum* - et il contient des potentialités catastrophiques. Il faut dire que le récit médiatique qu'on vient de diffuser massivement sur les cerveaux du public francophone a été construit autour d'une des figures les plus terrifiantes parmi celles disponibles dans le champs du storytelling politique : "le jeune d'origine immigrée". Ce personnage hante l'inconscient des habitants des quartiers résidentiels, fout les jetons aux néo-ruraux et sert de réceptacle au ressentiment qui grandit dans les quartiers populaire des zones urbaines. "Le jeune d'origine immigrée", c'est, avec le réfugié, l'ennemi publique numéro un - juste devant les allocataires sociaux et les grévistes. Du coup, en pleine panique, les commentateurs de réseaux sociaux tentent de comprendre ce qui a bien pu se produire mais, en même temps, ils sont pétrifiés : "le jeune d'origine immigrée" est le plus pur produit de "l'échec des politiques d'intégration et d'immigration", de "l'islamo-gauchiste de Molenbeek", du "laxisme et de l'impunité qui règnent dans les écoles", de "la prolifération de zone de non-droit", de "la fin du service militaire", "de la démission des parents"....

Ainsi formulé, le problème n'a qu'une seule solution : TOLÉRANCE ZÉRO !

Et là, on voit comment une politique sécuritaire et répressive qui peine parfois à cacher son racisme ² s'impose au nom d'un peuple terrorisé. Une partie considérable de l'opinion publique "pense" que " les "jeunes doivent avoir peur de la police" ³ et cette proposition devient immédiatement recevable, légitime et valable. On devrait l'écouter, en tenir compte, la comprendre. D'ailleurs, si le gouvernement entend l'exigence sécuritaire de la population et propose d'instaurer la "tolérance zéro", il faudrait même y voir l'expression d'une culture démocratique des plus abouties - où le peuple parle et les ministres obtempèrent.

Non, mais là, faut arrêter! On ne peut pas se laisser pourrir encore plus la situation par un truc pareil! Être pour la "tolérance zéro", ce n'est en aucun cas une opinion comme une autre : on a pas à composer avec des gens qui veulent l'instauration. Pour le comprendre, il suffirait d'aller voir les effets que la mise en place de cette doctrine policière a produit à New York à l'époque où Rudolph Giuliani était maire de cette ville et en avait fait le laboratoire dont s'inspirer quand on voulait "lutter contre l'insécurité et restaurer la qualité de vie". Le sociologue Loïc Wacquant l'a d'ailleurs fait dès la fin des années 90 et voici ce qu'il en disait à l'époque déjà :

C'est que l'une des conséquences majeures de la « tolérance zéro » telle qu'elle est pratiquée au quotidien — plutôt que théorisée par les « penseurs » *desthink tanks* et par leurs épigones dans les champs universitaire et politique — est d'avoir creusé un gouffre de méfiance (et, pour les plus jeunes, de défiance) entre la communauté afro-américaine et les forces de l'ordre qui n'est pas sans rappeler les relations qu'ils entretenaient à l'ère ségrégationniste. Une récente enquête révèle que *l'écrasante majorité des Noirs de New York City considèrent la police comme une force hostile et violente qui représente pour eux un danger* : 72% jugent que les policiers font un usage abusif de la force et 66% que leurs brutalités à l'encontre des personnes de couleur sont communes et habituelles (contre seulement 33% et 24% des Blancs). Les deux

tiers pensent que la politique de Giuliani a aggravé ces brutalités policières et un tiers seulement disent avoir le sentiment d'être plus en sécurité aujourd'hui dans la ville, alors même qu'ils habitent dans les quartiers où la baisse de la violence criminelle est statistiquement la plus nette. Les new-yorkais blancs, eux, sont respectivement 58% et 87% à déclarer le contraire: ils louent le maire pour son intolérance envers le crime et ils se sentent unanimement moins menacés dans leur ville. La « tolérance zéro » présente donc deux physionomies diamétralement opposées selon que l'on en est la cible (noire) ou le bénéficiaire (blanc), c'est-à-dire suivant le côté où l'on se trouve de cette barrière de caste que l'ascension de l'État pénal américain a pour effet — sinon pour fonction — de restabiliser et de durcir ⁴

La vérité de cette politique que les forces néo-cons américaines ont utilisé un peu partout pour procéder à une gestion policière de la misère éclatera dans ses effets désastreux, détaillés notamment dans un rapport du département de la Justice concernant la police de Baltimore ⁵ : stigmatisation de la population noire, abus d'autorité systématique de la part des forces de l'ordre, impunité de policiers violant de manière répétée la Constitution et les lois.

La "tolérance zéro", ce n'est pas une opinion comme une autre, c'est une véritable déclaration de guerre (civile) qu'une partie de la population adresse à une autre partie de la population. Il semble évident qu'affirmer que ce type de politique est le prix à payer pour lutter contre le sentiment d'insécurité équivaut à instaurer une lutte à mort - et on peut toujours aller demander aux proches d'Adama Traoré si l'usage de ce terme est métaphorique ou pas. Et d'ailleurs, Jan Jambon ne se place pas sur un autre registre quand il parle d'un combat contre "un cancer qu'il s'agit d'éradiquer". C'est important de dresser ce constat parce qu'il se pourrait bien que le désarroi que nous éprouvons parfois quand il s'agit de débattre avec des VRP du "tout le pouvoir à la police", tient dans le fait que nous croyons toujours nous trouver dans un cadre démocratique alors que leur argument nous en a sorti pour nous placer dans une logique de guerre.

Du coup, la question à se poser change, il ne s'agit plus tant de comprendre, pour tenter d'arriver à composer un compromis, que de se demander : de quel côté es-tu, camarade? Et ça nous force à affronter un problème avec lequel on peut parfois se sentir mal-à-l'aise et que François Thoreau résumait ainsi dans le dernier n° de C4 : "[...] décidément, nous n'avons rien à faire avec certaines personnes, sinon les mettre hors-jeu. Il faut pouvoir l'assumer" ⁶. Qu'est-ce que ça veut dire? Sans doute que lors des repas de fin d'année si votre tonton Adolfo décide d'inscrire la "tolérance zéro" au menu, il ne faut pas le laisser parler et il ne faut pas tenter de dialoguer avec lui, il faut peut-être envisager de le foutre dehors.